

NOTE DE SERVICE n° 2 - 02/09/2014

à

Mesdames et Messieurs les Directrices
et Directeurs
des Ecoles de la Circonscription d'Auchel

Instructions concernant la sécurité dans les écoles

Emargement – Date

Cette note sera lue, commentée et transmise à chaque enseignant de l'école y compris ZIL, BD.

La surveillance et la sécurité des élèves pendant le temps scolaire doivent être une préoccupation constante de tous les acteurs, cette note a pour objectif de vous rappeler les instructions quant à leur application.

I- SURVEILLANCE ET SECURITE DES ELEVES PENDANT LE TEMPS SCOLAIRE

Accueil et surveillance des élèves

L'institution scolaire assume la responsabilité des élèves qui lui sont confiés : il lui appartient de veiller à ce qu'ils ne soient pas exposés à subir des dommages et qu'ils n'en causent pas à autrui. Cette responsabilité s'étend à l'intérieur des locaux scolaires ainsi qu'à l'extérieur dès lors que des enseignements s'y déroulent. Elle concerne les enseignants ainsi que toute personne qui participe à la mission éducative de l'école. La circulaire n°2014-089 du 9 juillet 2014 modifie la circulaire n°97-178 du 18 septembre 1997 relative à la surveillance et la sécurité des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires publiques.

La surveillance couvre l'ensemble des activités prises en charge par l'école, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, et toute la durée au cours de laquelle l'élève est confié à l'institution scolaire.

L'obligation de surveillance doit être exercée de manière effective et vigilante pendant la totalité du temps scolaire, c'est à dire pendant toute la durée au cours de laquelle l'élève est confié à l'institution scolaire.

La surveillance est continue et constante quelle que soit l'activité effectuée et le lieu où elle s'exerce. Ce service de surveillance s'exerce partout où les élèves ont accès, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux scolaires, dans les cours de récréation, dans les toilettes, les aires de jeux et autres lieux d'accueil. Leur sécurité est constamment assurée.

Les circulaires citées ci-dessous précisent les obligations qui incombent aux maîtres en la matière, notamment lors de la présence des personnes étrangères à l'école que ce soit simplement pour accompagner et surveiller les élèves et/ou participer aux activités d'enseignement.

La responsabilité des enseignants est toujours engagée.

Les modalités retenues pour assurer la sécurité des élèves doivent être adaptées en fonction des effectifs, de la configuration des lieux, du matériel scolaire et de la nature des activités.

Le directeur d'école veille au bon déroulement du service de surveillance. Le service de surveillance à l'accueil et à la sortie des classes du matin et de l'après-midi pendant les récréations est défini en conseil des maîtres. Un roulement des maîtres peut être organisé, le tableau de surveillance peut être co-signé et affiché. Chaque situation d'école est spécifique et tributaire de la configuration des espaces, c'est pourquoi toutes les « bonnes » mesures seront prises.

Les temps accordés aux activités pédagogiques complémentaires, aux stages de remise à niveau et à l'accompagnement éducatif s'opéreront avec *la même exigence de sécurité*.

Les élèves sont accueillis dix minutes avant le début de chaque demi-journée de classe.

Pour les maternelles, les enfants sont remis directement au service d'accueil bien établi ou aux enseignants.

Avant la prise en charge par les enseignants, les enfants sont sous la seule responsabilité des parents.

Pour les élèves de la maternelle, la surveillance se poursuit jusqu'à la remise directe aux parents ou aux personnes nommément désignées par eux par écrit présentées à l'enseignant ou au directeur; les parents sont responsables du choix de cette personne.

Les maîtres exercent la surveillance des élèves jusqu'à ce que ceux-ci soient rendus aux familles ou pris en charge par la cantine, la garderie, les organisateurs d'activités péri- scolaires, lors de l'accompagnement éducatif sur la demande des familles.

Les horaires seront rigoureusement respectés.

La sortie des élèves s'effectue calmement sous la surveillance de leur maître. Chaque enseignant raccompagne sa classe jusqu'à la sortie de l'école.

C'est le directeur qui autorise la sortie individuelle d'un élève pendant le temps scolaire pour recevoir à l'extérieur des soins spécialisés ou des enseignements adaptés, sous réserve de la présence d'un accompagnateur, selon les dispositions établies par la famille. L'enseignant remet l'enfant à l'accompagnateur, qui lui-même le remet à l'enseignant au retour.

A l'occasion des sorties scolaires en groupe, la surveillance reste constante pendant le trajet et pendant l'activité.

BO Hors série n°7 du 23 /09/1999

Circulaire n° 99-136 du 21/09/1999

BO n° 29 du 18 juillet 2013, circulaire n° 2013 –106 du 16/07/2013.

Les municipalités peuvent mettre en place dans les locaux scolaires des services au bénéfice des élèves, en dehors du temps scolaire proprement dit, tels que la cantine, la garderie, le centre de loisirs. Lors de ces activités, le directeur d'école n'a pas de directive à donner aux personnes chargées de la surveillance, sauf s'il a accepté cette mission. De même, les enseignants n'ont de responsabilité à assumer que s'ils ont accepté d'exercer une telle surveillance. Dans ce cadre, les enseignants agissent pour le compte de la commune, mais sont couverts par les dispositions de l'article L911-4 du code de l'éducation.

L'institution scolaire n'a pas compétence en matière de surveillance pendant les transports scolaires. La surveillance relève alors du conseil général ou de l'organisateur secondaire désigné. La municipalité est responsable de la sécurité sur la voie publique et de l'aménagement des aires de stationnement des cars. A cet égard, si le directeur constate des anomalies, il doit se rapprocher des services municipaux pour permettre une sécurité optimale.

Cas de l'enseignement de la natation, des activités dites à risques

Je vous demande de vous référer strictement à la *circulaire n°2011-090 du 07/07/2011, BO n°28 du 14/07/2011* et de veiller à ce que les normes d'encadrement soient respectées et toutes les conditions de sécurité soient toujours réunies avant, pendant et après les séances.

Il en sera de même pour toutes les autres activités dites à risques où le taux d'encadrement est renforcé.

Droit d'accueil en cas de grève

En cas de grève des personnels enseignants, en application des dispositions de l'[article L. 133-4](#) et de l'[article L. 133-6](#) du code de l'éducation, lorsque le service d'accueil est mis en place par la commune, celle-ci peut accueillir des élèves dans les locaux des écoles maternelles et élémentaires publiques, y compris lorsque ceux-ci continuent d'être utilisés en partie pour les besoins de l'enseignement. La responsabilité administrative de l'État se substitue à celle de la commune dans tous les cas où celle-ci se trouve engagée en raison d'un fait dommageable commis ou subi par un élève du fait de l'organisation ou du fonctionnement du service d'accueil (conformément à l'[article L. 133-9](#) du code de l'éducation).

II- VIGILANCE CONCERNANT LA SECURITE DES LOCAUX, MATERIELS, ESPACES UTILISES PAR LES ELEVES

Usage des locaux, hygiène et sécurité

Utilisation des locaux; responsabilité

L'ensemble des locaux scolaires est confié durant le temps scolaire au directeur d'école, sauf lorsqu'il est fait application des dispositions de l'[article L. 212-15](#) du code de l'éducation qui permet au maire d'utiliser sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Dans ce cas, il est vivement conseillé d'établir une convention entre le maire, le directeur d'école et l'organisateur des activités.

L'aménagement et l'entretien des espaces extérieurs réservés aux élèves, ainsi que l'installation et l'entretien des matériels mis à leur disposition relèvent de la compétence des municipalités. Il appartient au directeur d'école d'être vigilant en matière de sécurité dans les locaux. Les enseignants qui auront remarqué un risque apparent, dans leur classe ou en d'autres lieux, susceptible de mettre en danger leurs élèves, en informent le directeur de l'école.

L'action du directeur d'école vise à assurer la sécurité des personnes placées sous sa responsabilité. Il peut intervenir à plusieurs niveaux: la prévention, l'action, l'analyse de l'événement et les enseignements à retenir.

Dans certaines situations, il peut intervenir directement et personnellement (laisser libres les circulations, limiter l'utilisation de matériaux inflammables, organiser les exercices d'évacuation, prendre les dispositions nécessaires dans l'attente des travaux en interdisant l'accès à certains lieux...)

Dans d'autres cas, il ne peut agir lui-même, il doit informer sans délai le maire, propriétaire des locaux et rendre compte à sa hiérarchie, informer le maire des

situations qui lui paraissent dangereuses à titre d'exemples (défaut de fermeture des portes coupe feu ou d'accès aux escaliers, alarme défectueuse, extincteurs utilisés, défauts électriques, non fonctionnement de point lumineux d'éclairage de sécurité.).
(Un signalement de danger n'aura de valeur que s'il est fait en recommandé avec accusé de réception)

Conformément aux dispositions de [l'article L. 411-1](#) du code de l'éducation, le directeur d'école doit veiller à la bonne marche de l'école ; à cette fin, il surveille régulièrement les locaux, terrains et matériels utilisés par les élèves afin de déceler les risques apparents éventuels. En cas de risque constaté par lui-même ou par les enseignants, il prend les mesures appropriées ; il peut s'adresser notamment aux représentants du personnel du Comité hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCTD), et il informe du risque, par écrit, le maire de la commune, en adressant copie à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.
En vue de leur maintien en bon état, les conditions d'utilisation des locaux scolaires, de leurs équipements, et du matériel d'enseignement sont fixées par le règlement intérieur de l'école.

Accès aux locaux scolaires

L'entrée dans l'école et ses annexes pendant le temps scolaire n'est de droit que pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignement scolaire.
L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur d'école.

Hygiène et salubrité des locaux

À l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens.
Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés par la collectivité territoriale. Une vigilance doit être exercée à l'égard des sanitaires afin de sécuriser leur utilisation par les élèves.
L'interdiction absolue de fumer à l'intérieur des locaux scolaires ainsi que dans les lieux non couverts pendant la durée de leur fréquentation par les élèves, prévue à [l'article D. 521-17](#) du code de l'éducation, doit être rappelée par affichage et mentionnée dans le règlement intérieur de l'école.

Organisation des soins et des urgences

Le directeur d'école met en place une organisation des soins et des urgences qui répond au mieux aux besoins des élèves et des personnels de son école et s'assure que celle-ci est connue et comprise de l'ensemble du personnel.
Il peut s'appuyer sur l'avis technique des médecins et des infirmiers de l'éducation nationale qui apportent leur expertise dans ce domaine.
En l'absence de personnel de santé dans l'école, les soins et les urgences sont assurés en priorité par les personnels titulaires, soit de l'unité d'enseignement Prévention et secours civiques (PSC1), soit du certificat de Sauvetage secourisme du travail (SST).
Toutefois, il convient de rappeler qu'il appartient à chacun de porter secours à toute personne en danger en veillant particulièrement à ce que la situation ne soit pas aggravée par un retard dans l'appel aux services d'urgence ou par des interventions non contrôlées.
Dans tous les cas, le Samu-Centre 15 territorialement compétent permet le recours permanent à un médecin urgentiste qui peut donner des conseils à toute personne témoin d'un accident ou d'un malaise.

Sécurité

Des exercices de sécurité ont lieu conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'[article R.123-12](#) du code de la construction et de l'habitation. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école. Le registre de sécurité, où sont répertoriés les renseignements indispensables permettant d'assurer la sécurité, prévu à l'[article R. 122-29](#) du code de la construction et de l'habitation, est communiqué au conseil d'école.

Le directeur d'école, responsable unique de sécurité, peut saisir la commission locale de sécurité, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école.

Chaque école met en place un plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs (PPMS) dont les modalités de mise en œuvre sont prévues par la [circulaire n° 2002-119 du 29 mai 2002](#).

Les intervenants extérieurs à l'école

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité (conformément notamment à la [circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001](#)).

Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école. Le directeur d'école veillera à ce que toute personne extérieure à l'école et intervenant auprès des élèves offre toutes les garanties requises par ces principes ; il pourra mettre fin sans préavis à toute intervention qui ne les respecterait pas.

Participation des parents ou d'autres accompagnateurs bénévoles

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires (conformément à la [circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999](#) modifiée) et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires.

Il peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l'école, autoriser des parents d'élèves à apporter au maître une participation à l'action éducative.

Dans tous les cas, le directeur d'école délivre une autorisation écrite précisant le nom du parent ou du participant, l'objet, la durée et le lieu de l'intervention sollicitée.

Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants.

Tous les intervenants extérieurs qui apportent une contribution à l'éducation dans le cadre des activités obligatoires d'enseignement sont soumis à une autorisation du directeur d'école. Les intervenants rémunérés ainsi que les bénévoles intervenant notamment dans le champ de l'éducation physique et sportive doivent également être agréés par le directeur académique des services de l'éducation nationale. Pour l'attribution de ces agréments, il convient de se reporter à la [circulaire n° 92-196 du 3 juillet 1992](#) relative à la participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires.

Intervention des associations

Il est rappelé qu'en application des [articles D. 551-1](#) et suivants du code de l'éducation, une association qui apporte son concours à l'enseignement public a la possibilité de faire l'objet d'un agrément lorsque ce concours prend l'une des formes suivantes :

- interventions pendant le temps scolaire, en appui aux activités d'enseignement conduites par l'école ;
- organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire ;
- contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

Cet agrément est accordé pour cinq ans par arrêté du ministre chargé de l'éducation ou du recteur selon le niveau d'intervention de l'association.

L'intervention d'une association ainsi agréée, dans une école pendant le temps scolaire, reste conditionnée à l'accord du directeur d'école qui garantit l'intérêt pédagogique de cette intervention ou son apport au projet d'école. Cet accord ne vaut que pour une période précise, dans le cadre d'un projet pédagogique défini.

L'inspectrice de l'éducation nationale doit être informée par le directeur d'école des autorisations d'intervention accordées. Il vérifie l'agrément avant le début de l'intervention.

En application de l'[article D. 551-6](#) du code de l'éducation, le directeur d'école peut autoriser l'intervention d'une association non agréée mais dont l'action est conforme aux principes de laïcité, pour une intervention exceptionnelle, s'il a auparavant informé, par la voie hiérarchique, le Dasen du projet d'intervention. Après avoir pris connaissance de ce projet, le Dasen peut notifier au directeur d'école son opposition à l'action projetée.

Quelques rappels pratiques et règles de sécurité incendie

- Tous travaux, aménagements ou modifications des conditions d'utilisation des locaux ne peuvent être réalisés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente.
- Les matériaux de revêtement (sols, cloisons, plafonds) doivent disposer d'un procès-verbal de classement du feu.
- Les aménagements précaires faisant appel à des quantités importantes de matériaux combustibles sont à éliminer. Eviter de stocker et éliminer systématiquement le potentiel calorifique (dans les sanitaires, sous les escaliers ...)
- L'accumulation dans la classe de produits facilement inflammables est interdite (mousses synthétiques, cartons, papiers, solvants...), les stocker dans les locaux appropriés.
- Les rideaux entravant les sorties sont interdits.
- Les objets suspendus facilement inflammables ne doivent pas être près d'une source de chaleur (attention aux mobiles suspendus).
- La propreté des locaux et l'évacuation quotidienne des poubelles est indispensable.
- Les appareils de cuisson, (sous tension ou à flamme nue) sont à proscrire dans les classes.
- Lors du remplacement de rideaux, tentures, veillez à ce que le maire fournisse les procès-verbaux de classement précisant la réaction au feu des matériaux et joignez-les au registre de sécurité.
- Les installations techniques : électricité, gaz, vérification des extincteurs...doivent être maintenues en bon état, des visites périodiques sont obligatoires, assurez-vous qu'elles sont bien effectuées à l'initiative de la commune. Les fiches multiples sont interdites.
- En règle générale, les portes coupe-feu ou pare-flammes doivent être en permanence en position de fermeture, seules les portes d'accès aux escaliers et de regroupement des couloirs peuvent être maintenues ouvertes en utilisation courante si elles sont équipées de dispositifs permettant leur fermeture lors du déclenchement du processus d'alarme.
- Ne pas entraver les circulations ni les issues de secours.
- Les cales, les arrêts de porte sont rigoureusement interdits.
- Les ferme-portes doivent être maintenus en état de fonctionnement.
- Les oculi des portes en va et vient doivent rester transparents, ils ne doivent pas être peints, ni recouverts d'affiches ou de rideaux.

- S'assurer que les stationnements prévus pour les véhicules de secours soient en permanence dégagés.
- En cas d'alerte incendie, il est indispensable d'appeler les pompiers.
- Le registre de sécurité doit être tenu rigoureusement
- Les exercices d'évacuation sont régulièrement effectués,
- Le plan d'évacuation et les consignes de sécurité et d'incendie sont affichées dans chaque classe.
- La tenue du registre d'appel doit être scrupuleusement effectuée et régulièrement actualisée par chaque maître dans sa classe (en cas de contact rapide avec les parents ou responsables légaux).

III - PLAN PARTICULIER DE MISE EN SURETE (PPMS)

BO Hors série n°3 du 30/05/2002

Il sera régulièrement actualisé en fonction des ressources humaines ou des modifications structurelles. Il sera validé par la mise en œuvre d'un exercice. La « fiche bilan d'exercice » sera impérativement à renvoyer, pour suivi, à l'inspection.

IV - PLAN VIGIPIRATE

Le plan vigipirate est toujours en vigueur. Je vous renvoie aux notes successives de Monsieur le Directeur académique en date des 03/01/13, 18/01/13, 08/07/13 et 26/09/13.

Rappel des mesures toujours en vigueur:

- vigilance particulière des entrées au sein de votre établissement des accès aux parkings
- interdiction de stationnement devant l'établissement, en relation avec les autorités municipales et de police,
- sensibilisation importante des personnels et des usagers aux consignes de sécurité et de vigilance,
- information immédiate de tout élément suspect aux services de police et de gendarmerie,
- vérification des dispositifs d'évacuation rapide des bâtiments.

V – ARTICULATION TEMPS SCOLAIRE ET TEMPS PERISCOLAIRE

L'articulation des activités scolaires et périscolaires nécessite une transition dont les modalités doivent être précisément formalisées afin que les différents acteurs puissent toujours être informés du parcours de l'enfant tout au long de sa journée. Les fiches pratiques sont jointes à cette note:

- Préconisations pour une prise en charge optimale des enfants
- Responsabilités des biens et personnes dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires
- Modèle - type de convention d'utilisation des locaux scolaires durant les activités périscolaires
- Charte départementale des locaux scolaires durant les activités périscolaires

L'ensemble des personnels de l'école et des partenaires municipaux doit être convaincu de l'importance de l'esprit de sécurité et tout mettre en œuvre pour en favoriser le développement. Par le respect des règles de sécurité, l'action est avant tout préventive.

La sécurité est l'affaire de tous et je vous remercie d'y apporter une grande et une constante vigilance.

L'Inspectrice de l'Education Nationale,

Les textes de référence

Code de la construction et de l'habitation

Décret du 8 mars 1995 et circulaire du 22 juin 1995 relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Arrêté du 25 juin 1980 modifié et arrêtés antérieurs portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public;

Arrêté du 4 juin 1982 modifié complétant l'article du 25 juin 1980 pour les établissements de type R (établissement d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement)

Arrêté du 19 juin 1980 relatif à la prévention contre l'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités ont la charge.

Arrêté du 13 janvier 2004

Code de l'éducation : [article L. 312-3](#) (modifié par la loi n°2003-339 du 14 avril 2003) : enseignement de l'éducation physique et sportive dans les écoles primaires

Code de l'éducation : [article L. 911-4](#) (loi du 5/4/37) : responsabilité des membres de l'enseignement public

Code de l'éducation : [article L. 911-6](#) : enseignements artistiques

Code de l'éducation: Dispositions [D. 321-1](#) et [D. 411-1 et suivants](#) (modifiés par le décret du 24 mai 2006) : organisation et fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires.

Code du Sport: [L. 212-8](#) (modifié par l'ordonnance n°2006-596 du 23 mai 2006) aux qualifications réglementaires pour encadrer les activités physiques et sportives.

[Décret n°88-709 du 6 mai 1988](#), articles 3 et 4 : enseignements artistiques

[Décret n°92-363 du 1er avril 1992](#) : statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives

[Décret n°92-364 du 1er avril 1992](#) : statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives

[Décret n°92-368 du 1er avril 1992](#) modifié par décret du 29 mai 2008 : statut particulier du cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives

[Arrêté du 10 mai 1989](#) : enseignements et activités artistiques

[Circulaire n°90-039 du 15 février 1990](#) : projet d'école aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires

[Circulaire n°97-178 du 18 septembre 1997 modifiée](#) : surveillance et sécurité des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires publiques

[Circulaire n°99-136 du 21 septembre 1999 modifiée](#) : organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques

[Circulaire n°2011-090 du 7 juillet 2011](#) : enseignement de la natation à l'école primaire

[Circulaire n°2014-088 du 9 juillet 2014](#) : directives générales pour l'établissement du règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires

* Le guide du directeur d'école, Sécurité contre l'incendie est consultable sur le site de l'Observatoire National de la Sécurité <http://www.education.gouv.fr/syst/ons>

Il a pour but de préciser la conduite à tenir en matière de sécurité contre l'incendie dans les écoles. Il en rappelle les responsabilités et donne des conseils judicieux.

* Portail des directeurs via Eduline/Onglet Application/Ressources documentaires